

En même temps, les Canadiens voudront se servir de leur nouveau statut pour en venir aux prises avec les problèmes d'un cadre international modifié, et surtout avec le problème de l'isolationnisme dans un monde de plus en plus divisé en blocs commerciaux. Comme l'a précisé le Ministre des Finances, le Gouvernement a l'intention de stimuler la croissance d'une économie industrielle qui soit à la fois créatrice d'emplois et concurrentielle sur les marchés internationaux. Et c'est la tâche prioritaire à laquelle doit s'attaquer notre pays. A l'étranger, nous devons nous efforcer de créer le cadre international propice au progrès d'une telle économie. Le Gouvernement a déjà fait connaître son ferme appui à la nouvelle ronde de négociations commerciales internationales proposées par les Etats-Unis. Le discours du budget a également souligné le fait que nous devons contribuer au rajustement des mécanismes du système monétaire international. Nous devons aussi faire face aux problèmes particuliers qu'entraînent nos relations avec divers partenaires commerciaux. Et c'est de ces problèmes que je voudrais maintenant vous entretenir.

Etudions tout d'abord le cas, plus facile, des relations du Canada avec les pays en voie de développement; l'idée que le Canada devrait apporter une contribution constructive au progrès économique des pays en voie de développement par des échanges commerciaux a toujours reçu l'appui des Canadiens. Nous avons dû commencer à zéro dans le cas de nos relations bilatérales avec ces pays. En Asie, elles ne sont vieilles que d'un quart de siècle et, en Afrique et ailleurs, d'une décennie. J'ai été le premier ministre des Affaires extérieures du Canada à visiter l'Afrique noire, il y a à peine plus d'un an. Nous avons évité tous les désavantages d'un passé colonialiste, mais nous avons subi tous les désagréments de l'inexpérience.

Au cours du dernier quart de siècle, l'intérêt du Gouvernement à l'égard du Tiers Monde s'est accru rapidement. Nos programmes d'aide au développement en témoignent. Les affectations au titre de l'aide s'élèvent maintenant à environ un demi-milliard par année. Et elles continueront à s'accroître avec la croissance du produit national brut. Au cours du dernier exercice financier, nous avons atteint le niveau de 0.44 % du produit national brut, en regard d'un objectif de 0.70 %. La semaine dernière, le Canada est devenu membre de plein droit de la Banque interaméricaine de développement. Cela signifie que nous allons nous engager à verser, en trois ans, 100 millions de dollars au titre de l'aide multilatérale à l'Amérique latine.